Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 8 (2001)
Heft: 1

Artikel: Histoire et pouvoir : un marché exclusif?
Autor: Pavillon, Sophie
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-19988

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

HISTOIRE ET POUVOIR: UN MARCHE EXCLUSIF?

SOPHIE PAVILLON

Dans son formidable essai sur les femmes et le roman, Virginia Woolf affirmait que: «La liberté intellectuelle dépend des choses matérielles.»[1] Pour penser librement, disait-elle, un auteur doit s'affranchir des relations de domination qui entravent sa réflexion, le poussent à régler des comptes ou l'obligent à rendre des comptes. En tenant ces propos, elle encourageait vivement son public féminin à poursuivre dans la voie de son émancipation, en commençant par obtenir une chambre à soi et 500 livres de rente, afin de devenir le sujet de sa propre histoire, elle-même reliée à d'autres histoires, passées et à venir.

Ce texte peut susciter une réflexion sur la place aujourd'hui réservée aux historien/nes en Suisse, parce qu'il pose différentes questions concernant les relations entre l'autonomie matérielle et la latitude de pensée. Dans l'idéal, l'historien/ne devrait être libre de choisir l'objet de sa recherche, d'accéder aux sources qui l'intéressent et de publier les résultats de son travail, une fois qu'il/elle le considère achevé. Or, à l'heure actuelle, bien des sources relatives à l'histoire contemporaine sont soumises aux conditions de la propriété privée, tandis que le parc des postes d'historien/nes est largement géré par des institutions que dirigent les milieux économiques et politiques aux commandes de notre société. Les historien/nes qui adhèrent au point de vue prévalant trouvent assez aisément une place dans l'orbite du pouvoir, sans guère prêter d'attention à leur situation subordonnée, dans la mesure où elle est compensée par la domination des milieux économiques et politiques auxquels ils/elles appartiennent ou simplement auxquels ils/elles s'identifient. Plus problématique en revanche est la situation de celles et ceux qui n'adhèrent pas aux conditions définies par le pouvoir, car, dans le contexte actuel, leur marge de manœuvre se rétrécit, s'ils/elles veulent garder leur cohérence.

UNE RECHERCHE SOUMISE A CONDITIONS

Les chercheurs/euses en histoire contemporaine ont comme principaux employeurs les Universités, les administrations cantonales, le Fonds national de la recherche scientifique, le Département des affaires étrangères et celui de l'Intérieur[2] – ils/elles n'ont donc pas tout à fait les coudées franches. Comme l'a remarqué Pierre Bourdieu, le mécénat d'Etat permet certes «d'échapper en apparence aux pressions directes du marché», non sans imposer des contraintes «soit à travers la reconnaissance qu'il accorde spontanément à ceux qui le reconnaissent parce qu'ils ont besoin de lui pour obtenir une forme de reconnaissance qu'ils ne peuvent s'assurer par leur œuvre même, soit, plus subtilement, à travers le mécanisme des commissions et des comités, lieux d'une cooptation négative qui aboutit le plus souvent à une véritable normalisation de la recherche, qu'elle soit scientifique ou artistique».[3] A cela s'ajoutent des mandats privés, qui surgissent souvent au gré des jubilés dans les cantons ou dans les institutions, sociétés et autres entreprises du pays. Et puis, il y a encore des ouvertures très ponctuelles, par exemple le fonds de soutien de l'hebdomadaire *Die WochenZeitung;* appelé «Recherchierfonds» et alimenté par des donateurs, il finance des enquêtes dont l'ampleur dépasse celle que le journal peut s'offrir d'ordinaire. Il permet notamment de préparer des recherches historiques approfondies, choisies et menées hors des directives universitaires ou institutionnelles – un dispositif comme celui-ci fait hélas figure d'exception.[4] Sinon, les historien/nes financent eux-mêmes leurs recherches, dans un environnement qui les isole peu ou prou.

Au cours de ces dernières années, ce cadre restreint et prédéfini par les élites économiques, politiques et académiques du pays a été touché par de substantielles réductions budgétaires. Les investisseurs privés interviennent quant à eux davantage, là où ils le décident et en posant des conditions à leur participation. La liberté académique et les programmes de recherches sont indiscutablement affectés par cette emprise croissante des lois du marché – ce phénomène dépasse d'ailleurs de loin les frontières helvétiques.[5] Les restrictions financières limitent les postes disponibles et amenuisent encore l'éventail des recherches envisageables au sein des institutions.[6] Le comportement des historien/nes s'en ressent: en concurrence pour l'obtention des rares places et mandats disponibles, ils/elles se concentrent bien souvent sur cette demande exclusivement, pour tâcher d'y répondre.

UNE AUTONOMIE LIMITEE

Rappelons un instant la thèse de Virginia Woolf: «Ecrivez ce que vous désirez écrire, c'est tout ce qui importe, et nul ne peut prévoir si cela importera pendant des siècles ou pendant des jours. Mais sacrifier un cheveu de la tête de votre vision, une nuance de sa couleur, par déférence envers quelque maître d'école tenant une coupe d'argent à la main ou envers quelque professeur armé d'un mètre, c'est commettre la plus abjecte des trahisons; et la perte de tous les biens et celle de la chasteté, pertes dont on disait jadis qu'elles étaient les plus grands désastres connus des humains, ne sont que simple piqûre de puce en comparaison.»[7] Or, les lois du marché dominent toujours davantage le champ scientifique, tandis que les autorités politiques et économiques conservent l'histoire sous étroite surveillance. De ce fait, la politique intervient surtout en amont de la recherche.

Ainsi, les créneaux d'études historiques valorisés dans ce pays font surtout écho aux préoccupations des élites (politique extérieure, intégration européenne, fonds en déshérence, relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud, etc.). Sans remettre en cause l'intérêt que présentent ces problématiques, il peut être pertinent de se demander si les historien/nes veulent uniquement se contenter d'être convoqués par les autorités, pour s'exprimer sur des sujets imposés par la conjoncture et donc d'y travailler à la hâte, comme un documentaliste d'entreprise contraint de plonger frénétiquement dans ses dossiers tandis que son patron s'impatiente au bout du fil. Les historien/nes n'ont-ils vraiment rien à redire, quand les autorités fédérales se vantent de mener une politique ouverte à la recherche historique, alors même que certaines archives privées ayant une portée d'intérêt général ne restent accessibles qu'à une poignée de chercheurs triés sur le volet et parfois tenus à un devoir de réserve devant lequel *Big Brother* lui-même resterait pantois? Par ailleurs, les historien/nes sont-ils consultés et se manifestent-ils lorsque l'opinion publique doit se prononcer sur des questions comme la révision de l'AVS, l'abolition du statut de fonctionnaire, ou encore lorsque les enquêtes diffusées par l'Office fédéral de la statistique et commentées par des sociologues,[8] tirent des conclusions alarmantes sur la précarisation sociale en Suisse, dont pâtissent énormément les femmes? On se demande bien pourquoi les élites ne souhaitent pas replacer des dossiers comme ceux-ci dans une perspective historique.

DE LA RECHERCHE NORMALISEE A LA REFLEXION COLLECTIVE

Certes, ce manque d'autonomie et la si faible audience accordée à certaines recherches, par exemple en histoire sociale, sont à déplorer. Toutefois, il faudrait se garder d'envisager cette situation comme une catastrophe naturelle – relevant de l'inéluctable. Après tout, les historien/nes seraient bien placés pour savoir que: «Ce qui se présente aujourd'hui comme évident, acquis, établi une fois pour toutes, hors de discussion, ne l'a pas toujours été et ne s'est imposé comme tel que peu à peu: c'est l'évolution historique qui tend à abolir l'histoire, notamment en renvoyant au passé, c'est-à-dire à l'inconscient, les possibles latéraux qui se sont trouvés écartés.»[9] Ainsi, on peut commencer par imaginer que le monde de la recherche institutionnelle résiste un brin aux injonctions politiques et économiques et s'efforce de mettre en valeur des travaux que lui-même considère estimables et légitimes, même s'ils ne répondent pas directement aux questions formulées par les dominants. On peut aussi œuvrer au renforcement d'un pôle de réflexion et d'engagement hors de celui offert par les élites de cette société, capable d'élaborer ses propres interrogations, de fixer lui-même ses priorités et de tisser son propre réseau de sociabilité. Certains historien/nes y trouveraient sans doute un espace d'échange et d'expression en adéquation avec leurs convictions, ainsi qu'un lieu où leurs travaux seraient susceptibles d'être reconnus comme ayant un sens.

Enfin, rappelons ce qu'un enquêteur hors pair comme Niklaus Meienberg n'avait pas manqué de relever malicieusement: «[...] il est étonnant qu'on maintienne les jeunes générations dans la croyance qu'on peut écrire l'histoire contemporaine sans courir de risques, qu'on ne les rende pas attentives à l'existence d'intérêts antagonistes et au fait que l'harmonie ne peut régner entre le chercheur et le sujet des recherches quand il s'agit de débusquer les réalités. Les grandes familles qui ont fait l'histoire, les Wille, les Sprecher, Bührle, Sulzer, Bally, Boveri, etc. n'ont aucun intérêt à ce qu'on connaisse leur passé récent. Elles ont la loi pour elles, la propriété privée est protégée, qu'il s'agisse de moyens de production ou d'archives. Ce n'est pas à l'université qu'on apprend les méthodes peu orthodoxes utilisées dans le champ de tension entre la légitimité et la légalité quand on veut malgré tout satisfaire un légitime intérêt historique.»[10] Assurément, l'historien/ne qui ne souhaite pas accompagner les dominants dans leurs activités de conservation de l'ordre établi trouve beaucoup d'embûches, matérielles et symboliques, sur son passage. A supposer qu'il/elle parvienne à éviter l'isolement en trouvant un collectif répondant à ses convictions, il/elle sauvegarde sa liberté de pensée, sa solidarité avec les dominés et une ouverture sur des horizons extra-institutionnels – ce qui n'est pas rien.

Notes

1 Virginia Woolf, *Une chambre à soi (A Room of One's Own),* Paris 1992 (1929), 162.
2 Cf. le panorama académique de Ulrich Pfister et Martin Leonhard, *Grundlagenbericht für die Geschichtswissenschaft, Evaluation der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz (Projekt GEWI),* Historisches Seminar der Universität Zürich, 1996.
3 Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire,* Paris 1992, 469.
4 Voir par exemple la série de Stefan Keller, «Saurer & Arbon: Geschichten aus der Arbeiterbewegung», parue dans plusieurs numéros de la *WochenZeitung,* à partir du 2 novembre 2000.
5 Alternative Solidaire (collectif), *Quand le marché fait école. La redéfinition néo-libérale du système de formation suisse. Enjeux, conséquences et ripostes,* Lausanne 1996; Christophe Charle, «Université et recherche dans le carcan technocratique», *Le Monde diplomatique,* septembre 1999.
6 «La recherche privée d'une rallonge de 60 millions», *Le Temps,* 7. 12. 2000; «La Suisse redessine sa carte scientifique. Le deuil des sciences humaines», *Le Temps,* 19. 12. 2000.
7 Virginia Woolf, *Une chambre à soi (A Room of One's Own),* Paris 1992 (1929), 159–160.
8 Par ailleurs, dans le champ scientifique, les conditions de travail des sociologues sont assez largement soumises aux mêmes logiques que celles valables pour les historien/nes.
9 Pierre Bourdieu, «Violence symbolique et luttes politiques», *Méditations pascaliennes,* Paris 1997, 208.
10 Niklaus Meienberg, *Le délire général. L'armée suisse sous influence (Die Welt als Wille & Wahn),* Genève 1988 (1987), 205.

ZUSAMMENFASSUNG

GESCHICHTE UND MACHT: EIN EXKLUSIVER MARKT?

Eigentlich sollten Historikerinnen und Historiker frei in der Wahl ihres Forschungsgegenstandes sein und keinen Einschränkungen hinsichtlich des Quellenzugangs und der Publikationsmöglichkeiten unterliegen. Wichtige zeitgeschichtliche Quellen werden jedoch nicht in öffentlichen Archiven gesichert, sondern von Privatpersonen oder Firmen verwaltet. Gleichzeitig sind sehr viele Stellen von Historikerinnen und Historikern von Institutionen abhängig, die direkt oder indirekt von wirtschaftlichen und politischen Eliten beherrscht werden. Historikerinnen und Historiker, welche dies gewissermassen als Natur gegeben ansehen, finden nun zwar leicht einen Platz im Einflussbereich der Macht. Leider versäumen sie es jedoch oft, ihren Status beziehungsweise ihre Abhängigkeit genügend zu reflektieren. Schwieriger hingegen präsentiert sich die Situation für diejenigen, die sich mit den Bedingungen der Macht nicht einverstanden erklären können, weil sie sich treu bleiben wollen: Ihr Handlungsspielraum ist stark eingeengt.

Beabsichtigt man, sich gegen diese verschiedenen Einschränkungen zur Wehr zu setzen, hat man zwei Möglichkeiten: Zum einen kann man davon profitieren, dass sich die öffentlich institutionalisierte Forschung zumindest ansatzweise gegen politische und wirtschaftliche Vorgaben auflehnt und sich bemüht, eigene Schwerpunkte zu setzen – selbst dann, wenn die Forschungsarbeiten auf die Fragen der politischen und wirtschaftlichen Eliten keine direkten Antworten liefern. Zum andern könnte man auf eine Stärkung von Forschungsschwerpunkten hinarbeiten, die für die wirtschaftlichen und politischen Eliten nicht vorrangig von Interesse sind. Auf diese Weise liessen sich sowohl eigene Fragestellungen entwickeln und zur Diskussion stellen, als auch ein Beziehungsnetz aufbauen, das eine Plattform für gesellschaftlich relevante Auseinandersetzungen bietet und Historikerinnen und Historiker als Ansprechpartner anerkennt.

(Übersetzung: Simone Chiquet)